

RCS : RENNES
Code greffe : 3501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RENNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2000 B 00087
Numéro SIREN : 418 691 465
Nom ou dénomination : ANTHIGO

Ce dépôt a été enregistré le 28/05/2018 sous le numéro de dépôt 3602

S.A.S. ANTHIGO

03602

**DÉPÔT DU****28 MAI 2018****BILAN**

TRIBUNAL DE COMMERCE DE RENNES ACTIF	Clôture au 29/02/12 Durée 12 mois			Clôture au 28/02/11 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	12 111 943	3 539 761	8 572 182	8 261 802
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 143 883	89 922	5 053 960	5 044 876
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	99 736	89 922	9 813	729
FONDS COMMERCIAL (1)	5 044 147		5 044 147	5 044 147
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 755 783	3 449 838	3 305 944	3 037 706
TERRAINS	21 362		21 362	21 362
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	2 021 865	1 270 130	751 735	391 460
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	4 702 955	2 179 708	2 523 246	2 611 383
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	9 600		9 600	13 500
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	212 277		212 277	179 218
PARTICIPATIONS	5 064		5 064	1 788
TITRES IMMOBILISES DIVERS	55 580		55 580	45 549
PRETS	24 950		24 950	2 532
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	126 682		126 682	129 348
ACTIF CIRCULANT	5 839 529	28 691	5 810 838	4 924 983
STOCKS ET EN-COURS	3 868 965		3 868 965	2 572 495
MARCHANDISES	3 868 965		3 868 965	2 572 495
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	830 165	28 691	801 474	608 364
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	220 913	28 691	192 222	141 113
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	609 251		609 251	467 250
CREANCES DIVERSES (3)	234 823		234 823	76 526
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	197 368		197 368	810 274
DISPONIBILITES	589 785		589 785	739 654
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	118 420		118 420	117 667
TOTAL GENERAL	17 951 473	3 568 452	14 383 020	13 186 785
(1) Dont droit au bail			275	
(2) Dont à moins d'un an			35 148	
(3) Dont à plus d'un an				60 997



BILAN

PASSIF	Clôture au 29/02/12 Durée 12 mois	Clôture au 28/02/11 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	6 995 787	6 617 898
CAPITAL	2 287 741	2 287 741
RESERVES	3 910 157	3 666 939
RESERVE LEGALE	228 774	228 774
AUTRES RESERVES	3 681 383	3 438 165
RESULTAT DE L'EXERCICE	797 889	663 218
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	6 995 787	6 617 898
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES		12 560
PROVISIONS POUR RISQUES		12 560
DETTES (1)	7 387 232	6 556 327
DETTES FINANCIERES	1 933 762	2 140 405
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	1 627 053	2 132 222
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	306 709	8 182
DETTES D'EXPLOITATION	5 343 475	4 067 520
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	3 490 022	2 557 686
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 645 654	1 327 902
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	207 798	181 931
DETTES DIVERSES	39 765	348 401
ETAT : IMPOTS SUR LES BENEFICES		308 323
AUTRES DETTES DIVERSES	39 765	40 078
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	70 229	
TOTAL GENERAL	14 383 020	13 186 785
(1) Dont à plus d'un an	1 293 984	1 715 913
Dont à moins d'un an	6 093 247	4 840 413
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	13 810	29 520



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 29/02/12 Durée 12 mois	Clôture au 28/02/11 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)	45 150 196	38 180 039
VENTES DE MARCHANDISES	44 755 370	37 928 076
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	322 046	141 842
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	45 077 417	38 069 918
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	6 395	7 850
REPRISES SUR PROVISIONS	11 844	5 628
TRANSFERTS DE CHARGES	38 331	46 378
AUTRES PRODUITS	16 207	50 262
CHARGES D'EXPLOITATION (2)	43 743 206	36 885 666
ACHATS DE MARCHANDISES	36 937 509	29 974 233
VARIATION DES STOCKS (MARCHANDISES)	(1 296 470)	(207 995)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	167 122	130 057
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	3 256 128	2 655 436
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	525 894	514 257
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 663 074	2 355 376
CHARGES SOCIALES	874 770	708 225
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	549 244	708 988
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	28 691	11 844
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES		12 560
AUTRES CHARGES	37 239	22 682
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 406 990	1 294 372
PRODUITS FINANCIERS (3)	19 060	12 494
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	314	
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	5 727	9 749
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	13 019	2 744
CHARGES FINANCIERES	75 421	68 720
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES (4)	75 421	68 720
RESULTAT FINANCIER	(56 360)	(56 225)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 350 629	1 238 146



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 29/02/12 Durée 12 mois	Clôture au 28/02/11 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION SUR OPERATIONS EN CAPITAL REPRISES SUR PROVISIONS CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION SUR OPERATIONS EN CAPITAL DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	99 808 87 248 12 560 33 791 14 239 19 552	1 500 1 500 1 337 1 337
RESULTAT EXCEPTIONNEL	66 016	162
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES	254 996 363 761	222 896 352 195
BENEFICE NET COMPTABLE	797 889	663 218
TOTAL DES PRODUITS TOTAL DES CHARGES	45 269 065 44 471 176	38 194 033 37 530 815
* Y COMPRIS Crédit-bail mobilier Crédit-bail immobilier (1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs (2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs (3) Dont produits concernant entreprises liées (4) Dont intérêts concernant entreprises liées	18 807	

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a débuté une activité de vente au détail sur internet (sous enseigne E. Leclerc Drive), pour laquelle les investissements se sont élevés à 639 k€ et ont été autofinancés pour la totalité.

Le bâtiment qui abrite cette activité nouvelle est pris à bail moyennant un loyer de 44 K€ pour 4 mois d'activité.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial est inscrit pour sa valeur de fusion ; il n'a pas fait l'objet d'amortissement.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements divers :	10 à 15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Matériel d'exploitation :	5 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans
- Matériel de transport :	3 à 5 ans		

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN**Capital**

Le capital social se compose de 150 066 actions de 152,449 euros.

Fonds commercial

* Société Maressal	Fusion absorption en date du 01/01/2004	5 025 000
* Licence IV		19 147
		5 044 147

Immobilisations

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	5 129 041	15 322	480	5 143 883
Immobilisations corporelles	6 037 040	830 797	112 054	6 755 783
Immobilisations financières- titres	47 337	13 308		60 645
Immobilisations financ.- créances	131 882	22 418	2 667	151 633
	11 345 300	881 845	115 201	12 111 944

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	84 164	6 238	480	89 922
Immobilisations corporelles	2 999 333	543 007	92 502	3 449 838
	3 083 497	549 245 (*)	92 982	3 539 760
(*) Dont dotation : . linéaire		549 245		
. dégressive				
. exceptionnelle				

Provisions	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS (*)	REPRISES (*)	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Prov. risques et charges (1)	12 560		12 560	
Prov. dépréciation actif immobilisé				
Prov. dépréciation actif circulant	11 845	28 691	11 845	28 691
	24 405	28 691	24 405	28 691
(*) Dont : . exploitation		28 691	11 845	
. financier				
. exceptionnel			12 560	

(1) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés :	12 560
- montants repris parce que non utilisé :	-

Passif éventuel :

La société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, a été assignée par le ministre de l'économie, en vue d'obtenir la restitution de ristournes perçues auprès des fournisseurs pour le compte de ses coopérateurs.

La part reversée à la société s'élève à 86 k€.

La procédure est toujours pendante devant le tribunal de commerce de Paris, car la société coopérative nationale, appuyée en cela par ses conseils, conteste le bien fondé de cette assignation.

Dans l'attente de son dénouement définitif, les présents comptes n'intègrent aucune conséquence financière éventuelle.

Biens pris en crédit-bail	IMMOBILIER	MOBILIER
Valeur des biens		
Valeur d'origine		46 500
Dotation aux amortissements théoriques		7 104
Cumul des amortissements théoriques		7 104
Valeur nette		39 396
Redevances		
Afférentes à l'exercice		19 218
Cumulées		19 218
Restant à payer : . à moins d'un an		12 619
. de un à cinq ans		17 876
. à plus de cinq ans		
. total		30 495
Prix d'achat résiduel en fin de contrat		465

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	151 633	275	151 358
Créances d'exploitation	830 166	830 166	
Créances diverses	234 824	199 675	35 149
Charges constatées d'avance	118 420	118 420	
	1 335 043	1 148 536	186 507

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	13 810	13 810		
Emprunts bancaires (1)	1 613 243	429 459	1 183 784	
Emprunts & dettes financières divers (2)	306 709	306 709		
Dettes d'exploitation	5 343 476	5 233 275		110 201
Dettes diverses	39 765	39 765		
Produits constatés d'avance	70 229	70 229		
	7 387 232	6 093 247	1 183 784	110 201

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 489 459

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 287 880

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	52

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché et de ventes sur internet, et est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

- Cadres	3
- Agents de maîtrise	20
- Employés	102
	125

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cession d'immobilisations corporelles	19 552	
Provision pour litiges	14 239	12 560
Remboursement litige taxe éqarissage		86 848
Remboursement suite vol		400
	33 791	99 808

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	110 201
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	144 795
	254 996

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun, diminuée du crédit d'impôt mécénat, du crédit d'impôt apprentissage et du crédit d'impôt intéressement.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	422 308
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	- 58 547
	363 761

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	41 815
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	47 964

AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles	DETTES GARANTIES	MONTANTS DES SURETES	V.N.C. BIENS DONNES EN GARANTIE
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 613 243	4 100 000 (*)	8 338 542
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	-	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-
Autres dettes	-	-	-

(*) Nantissement du fonds de commerce : montant d'origine de la sûreté.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de détail alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 67 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 5 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 30 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible (cadres) - moyen (agents de maîtrise et employés) ;
- table de mortalité : INSEE 2011.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 35 000 €

Droit individuel à la formation (D.I.F.)

Les droits acquis au titre du D.I.F. ne font pas l'objet de provision inscrite dans les comptes.

Le montant des droits acquis résulte de dispositions légales.

En application de la convention collective du commerce de détail alimentaire, les salariés ont acquis un droit individuel à la formation de 6 983 heures au 29/02/2012.

Entreprises liées	Néant
--------------------------	--------------

Filiales et participations détenues	Néant
--	--------------

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.



Grégoire BUNOT
Marc SOUCARRE
Christian PALVADEAU
Experts - comptables associés
Commissaires aux comptes

Laurence GOYEC
Geneviève DURANTEAU
Rachel LEROUX
Experts-comptables

Cabinet Vilaine et Associés ■

Société civile d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région des Pays de Loire
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

ANTHIGO

3, rue de l'Orson
Centre Commercial Val d'Orson
35770 VERN SUR SEICHE

S.A.S. au capital de 2 287 741 €
R.C.S. RENNES 418 691 465

COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Mars 2011 au 29 Février 2012

certifié conforme

■ cva@orange.fr
Tél 02 40 92 66 00
Fax 02 40 92 08 14

6, avenue Jacques Cartier, 44800 Saint-Herblain.
B.P. 30123. 44817 Saint-Herblain Cedex.

Membre d'une association agréée. Règlement par chèque accepté.
TVA : FR 63 330 356 700. RCS Nantes 330 356 700 000 22.

ANTHIGO
Société par actions simplifiée au capital de 2 287 741,42 euros
Siège social : Centre commercial du Val d' Orson
3 rue de l'Orson - 35770 VERN SUR SEICHE
418 691 465 RCS RENNES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 31 AOUT 2012
--

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 29 février 2012

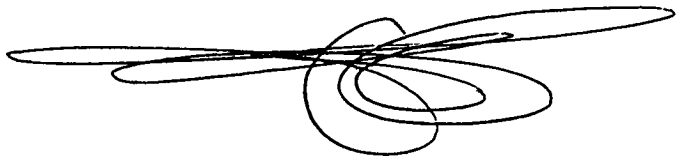
TROISIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 29 février 2012 – Dividendes antérieurs

1. L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 29 février 2012, d'un montant de 797 889 €, au compte « Autres Réserves ».
2. Conformément à la loi, l'assemblée générale prend acte que la seule distribution de dividendes intervenue au titre des trois exercices précédents a été de 420 000 € au titre de l'exercice clos le 28 février 2011.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
Le Président
Monsieur Jean-Jacques TROADEC



ANTHIGO

Société par Actions Simplifiée

Centre commercial du Val d'Orson
3, rue de l'Orson
35770 Vern-sur-Seiche

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 29 février 2012

ANTHIGO

Société par Actions Simplifiée
Centre commercial du Val d'Orson
3, rue de l'Orson
35770 Vern sur Seiche

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 29 février 2012

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 29 février 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ANTHIGO, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

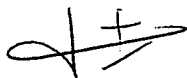
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Montfort-sur-Meu, le 13 août 2012

Le Commissaire aux Comptes

ACCOUNT REVISION



Gérard DEMAURE



BILAN

ACTIF	Clôture au 29/02/12 Durée 12 mois			Clôture au 28/02/11 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	12 111 943	3 539 761	8 572 182	8 261 802
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 143 883	89 922	5 053 960	5 044 876
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	99 736	89 922	9 813	729
FONDS COMMERCIAL (1)	5 044 147		5 044 147	5 044 147
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 755 783	3 449 838	3 305 944	3 037 706
TERRAINS	21 362		21 362	21 362
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	2 021 865	1 270 130	751 735	391 460
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	4 702 955	2 179 708	2 523 246	2 611 383
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	9 600		9 600	13 500
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	212 277		212 277	179 218
PARTICIPATIONS	5 064		5 064	1 788
TITRES IMMOBILISES DIVERS	55 580		55 580	45 549
PRETS	24 950		24 950	2 532
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	126 682		126 682	129 348
ACTIF CIRCULANT	5 839 529	28 691	5 810 838	4 924 983
STOCKS ET EN-COURS	3 868 965		3 868 965	2 572 495
MARCHANDISES	3 868 965		3 868 965	2 572 495
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	830 165	28 691	801 474	608 364
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	220 913	28 691	192 222	141 113
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	609 251		609 251	467 250
CREANCES DIVERSES (3)	234 823		234 823	76 526
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	197 368		197 368	810 274
DISPONIBILITES	589 785		589 785	739 654
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	118 420		118 420	117 667
TOTAL GENERAL	17 951 473	3 568 452	14 383 020	13 186 785
(1) Dont droit au bail			275	
(2) Dont à moins d'un an			35 148	
(3) Dont à plus d'un an				60 997



BILAN

PASSIF	Clôture au 29/02/12 Durée 12 mois	Clôture au 28/02/11 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	6 995 787	6 617 898
CAPITAL	2 287 741	2 287 741
RESERVES	3 910 157	3 666 939
RESERVE LEGALE	228 774	228 774
AUTRES RESERVES	3 681 383	3 438 165
RESULTAT DE L'EXERCICE	797 889	663 218
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	6 995 787	6 617 898
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES		12 560
PROVISIONS POUR RISQUES		12 560
DETTES (1)	7 387 232	6 556 327
DETTES FINANCIERES	1 933 762	2 140 405
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	1 627 053	2 132 222
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	306 709	8 182
DETTES D'EXPLOITATION	5 343 475	4 067 520
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	3 490 022	2 557 686
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 645 654	1 327 902
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	207 798	181 931
DETTES DIVERSES	39 765	348 401
ETAT : IMPOTS SUR LES BENEFICES		308 323
AUTRES DETTES DIVERSES	39 765	40 078
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	70 229	
TOTAL GENERAL	14 383 020	13 186 785
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an	1 293 984 6 093 247	1 715 913 4 840 413
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	13 810	29 520


COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 29/02/12 Durée 12 mois	Clôture au 28/02/11 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)	45 150 196	38 180 039
VENTES DE MARCHANDISES	44 755 370	37 928 076
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	322 046	141 842
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	45 077 417	38 069 918
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	6 395	7 850
REPRISES SUR PROVISIONS	11 844	5 628
TRANSFERTS DE CHARGES	38 331	46 378
AUTRES PRODUITS	16 207	50 262
CHARGES D'EXPLOITATION (2)	43 743 206	36 885 666
ACHATS DE MARCHANDISES	36 937 509	29 974 233
VARIATION DES STOCKS (MARCHANDISES)	(1 296 470)	(207 995)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	167 122	130 057
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	3 256 128	2 655 436
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	525 894	514 257
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 663 074	2 355 376
CHARGES SOCIALES	874 770	708 225
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	549 244	708 988
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	28 691	11 844
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES		12 560
AUTRES CHARGES	37 239	22 682
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 406 990	1 294 372
PRODUITS FINANCIERS (3)	19 060	12 494
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	314	
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	5 727	9 749
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	13 019	2 744
CHARGES FINANCIERES	75 421	68 720
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES (4)	75 421	68 720
RESULTAT FINANCIER	(56 360)	(56 225)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 350 629	1 238 146



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 29/02/12 Durée 12 mois	Clôture au 28/02/11 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION SUR OPERATIONS EN CAPITAL REPRISES SUR PROVISIONS CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION SUR OPERATIONS EN CAPITAL DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS RESULTAT EXCEPTIONNEL	99 808 87 248 12 560 33 791 14 239 19 552 66 016	1 500 1 500 1 337 1 337 162
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES BÉNÉFICE NET COMPTABLE	254 996 363 761 797 889	222 896 352 195 663 218
TOTAL DES PRODUITS TOTAL DES CHARGES	45 269 065 44 471 176	38 194 033 37 530 815
* Y COMPRIS Crédit-bail mobilier Crédit-bail immobilier (1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs (2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs (3) Dont produits concernant entreprises liées (4) Dont intérêts concernant entreprises liées	18 807	

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a débuté une activité de vente au détail sur internet (sous enseigne E. Leclerc Drive), pour laquelle les investissements se sont élevés à 639 k€ et ont été autofinancés pour la totalité.

Le bâtiment qui abrite cette activité nouvelle est pris à bail moyennant un loyer de 44 K€ pour 4 mois d'activité.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial est inscrit pour sa valeur de fusion ; il n'a pas fait l'objet d'amortissement.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- | | | | |
|-----------------------------|-------------|------------------------|-----------|
| - Agencements divers : | 10 à 15 ans | - Matériel de bureau : | 3 à 5 ans |
| - Matériel d'exploitation : | 5 ans | - Mobilier de bureau : | 10 ans |
| - Matériel de transport : | 3 à 5 ans | | |

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN**Capital**

Le capital social se compose de 150 066 actions de 152,449 euros.

Fonds commercial

* Société Maressal	Fusion absorption en date du 01/01/2004	5 025 000
* Licence IV		19 147
		5 044 147

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	5 129 041	15 322	480	5 143 883
Immobilisations corporelles	6 037 040	830 797	112 054	6 755 783
Immobilisations financières- titres	47 337	13 308		60 645
Immobilisations financ.- créances	131 882	22 418	2 667	151 633
	11 345 300	881 845	115 201	12 111 944

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	84 164	6 238	480	89 922
Immobilisations corporelles	2 999 333	543 007	92 502	3 449 838
	3 083 497	549 245 (*)	92 982	3 539 760
(*) Dont dotation : . linéaire		549 245		
. dégressive				
. exceptionnelle				

Provisions	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS (*)	REPRISES (*)	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Prov. risques et charges (1)	12 560		12 560	
Prov. dépréciation actif immobilisé				
Prov. dépréciation actif circulant	11 845	28 691	11 845	28 691
	24 405	28 691	24 405	28 691
(*) Dont : . exploitation		28 691	11 845	
. financier				
. exceptionnel			12 560	

(1) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés :	12 560
- montants repris parce que non utilisé :	-

Passif éventuel :

La société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, a été assignée par le ministre de l'économie, en vue d'obtenir la restitution de ristournes perçues auprès des fournisseurs pour le compte de ses coopérateurs.

La part reversée à la société s'élève à 86 k€.

La procédure est toujours pendante devant le tribunal de commerce de Paris, car la société coopérative nationale, appuyée en cela par ses conseils, conteste le bien fondé de cette assignation.

Dans l'attente de son dénouement définitif, les présents comptes n'intègrent aucune conséquence financière éventuelle.

Biens pris en crédit-bail

IMMOBILIER

MOBILIER

Valeur des biens

Valeur d'origine	46 500
Dotation aux amortissements théoriques	7 104
Cumul des amortissements théoriques	7 104
Valeur nette	39 396

Redevances

Afférentes à l'exercice	19 218
Cumulées	19 218
Restant à payer : . à moins d'un an	12 619
. de un à cinq ans	17 876
. à plus de cinq ans	
. total	30 495
Prix d'achat résiduel en fin de contrat	465

Créances : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	151 633	275	151 358
Créances d'exploitation	830 166	830 166	
Créances diverses	234 824	199 675	35 149
Charges constatées d'avance	118 420	118 420	
	1 335 043	1 148 536	186 507

Dettes : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	13 810	13 810		
Emprunts bancaires (1)	1 613 243	429 459	1 183 784	
Emprunts & dettes financières divers (2)	306 709	306 709		
Dettes d'exploitation	5 343 476	5 233 275		110 201
Dettes diverses	39 765	39 765		
Produits constatés d'avance	70 229	70 229		
	7 387 232	6 093 247	1 183 784	110 201

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 489 459

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 287 880

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	52

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché et de ventes sur internet, et est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

- Cadres	3
- Agents de maîtrise	20
- Employés	102
	125

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cession d'immobilisations corporelles	19 552	
Provision pour litiges	14 239	12 560
Remboursement litige taxe équarissage		86 848
Remboursement suite vol		400
	33 791	99 808

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	110 201
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	144 795
	254 996

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun, diminuée du crédit d'impôt mécénat, du crédit d'impôt apprentissage et du crédit d'impôt intéressement.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	422 308
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	- 58 547
	363 761

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	41 815
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	47 964

AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles	DETTES GARANTIES	MONTANTS DES SURETES	V.N.C. BIENS DONNES EN GARANTIE
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 613 243	4 100 000 (*)	8 338 542
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	-	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-
Autres dettes	-	-	-

(*) Nantissement du fonds de commerce : montant d'origine de la sûreté.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de détail alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 67 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 5 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 30 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible (cadres) - moyen (agents de maîtrise et employés) ;
- table de mortalité : INSEE 2011.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 35 000 €

Droit individuel à la formation (D.I.F.)

Les droits acquis au titre du D.I.F. ne font pas l'objet de provision inscrite dans les comptes.

Le montant des droits acquis résulte de dispositions légales.

En application de la convention collective du commerce de détail alimentaire, les salariés ont acquis un droit individuel à la formation de 6 983 heures au 29/02/2012.

Entreprises liées

Néant**Filiales et participations détenues**

Néant**Honoraires du commissaire aux comptes**

Les honoraires du commissaire aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.